

POUR DIRE NON A LA TENTATION XENOPOBE

Par deux décisions d'expulsion récentes, passant outre la jurisprudence et la sanction du pouvoir judiciaire, le Préfet de la Gironde s'est illustré dans la dérive xénophobe de la politique gouvernementale, portant ainsi gravement atteinte au droit le plus élémentaire à la défense et plus fondamentalement à l'Etat de droit.

En affichant pour 2011 un objectif « record » de 30 000 reconduites à la frontière d'étrangers « en situation irrégulière » et en réduisant de moitié la liste des métiers « en tension » accessibles aux non ressortissants de l'Union Européenne, le Gouvernement, par l'intermédiaire de son Ministre de l'Intérieur Claude GUEANT, affiche une nouvelle fois clairement la couleur : celle de l'enlèvement dans une politique qui doit être fermement combattue.

Depuis plusieurs années, de discours en dérapages verbaux, de réforme en réforme rythmant une frénésie législative dans un sens toujours plus restrictif (la loi Besson sur l'immigration adoptée en mai 2011 constituant la Xième d'une longue série), la stigmatisation et le rejet de l'étranger sont montés de plusieurs crans, sous couvert d'arguments aussi grossiers que fallacieux. Nous serions « envahis », nos valeurs nationales seraient menacées (mais à quelles valeurs fait-on au juste référence aujourd'hui ?), les étrangers confisqueraient nos emplois et coûteraient cher au système de protection sociale Ce Gouvernement a donc choisi d'agiter le spectre d'une soi-disant menace externe, en l'occurrence de celles et ceux tentés d'abuser de la générosité de notre pays.

Vieille rengaine. Au mépris de la dignité et des droits les plus fondamentaux des individus, au mépris des valeurs et des principes qui fondent le socle de notre République, au mépris de l'Histoire, et enfin au mépris des Français eux-mêmes. Le Gouvernement préfère attiser les vieux réflexes de peur plutôt qu'éclairer les citoyens sur la réalité des phénomènes migratoires et leurs enjeux pour le pays et plus largement pour l'ensemble du continent européen...

Ce qui est clair en revanche, dans l'impasse économique actuelle et face à l'impuissance des Etats européens à s'imposer face au chantage aussi insensé qu'inadmissible des marchés financiers, c'est l'acharnement de nos gouvernants, aussi vain que potentiellement incendiaire, à faire diversion en tapant sur des boucs émissaires. Le vrai problème ce serait donc « eux », ces étrangers, qui saperaient notre prospérité de nantis, nos acquis sociaux, notre pacte républicain ? Seuls y croient ceux que cela rassure d'identifier un coupable visible, d'autant plus facile à dénoncer et à condamner que ses droits sont peu à peu réduits et, pour ceux qui lui restent, ignorés ou proprement foulés du pied par des autorités supposées les faire respecter.

A cet égard, le Préfet de la Gironde n'est pas en reste. Inspirateur des récentes lois sur l'immigration, ce dernier se fait ici un ardent devoir d'en mettre en œuvre les ultimes dispositions, l'œil rivé sur la pseudo-performance du chiffre, celui de l'expulsion et de la honte, jusqu'à outrepasser les limites du droit, jusqu'à l'absurde de la mécanique administrative, jusqu'à la provocation et à l'affrontement avec le pouvoir judiciaire, jusqu'à une assurance qui frise l'impunité.

Ne cherchons ni respect de la plus simple dignité ni trace d'humanité dans cette politique et la manière dont elle est appliquée. Les droits de l'homme ne sont plus qu'un vernis indécélable derrière une soi-disant rationalité de façade. L'Etat nous protège de cet étranger présenté comme indésirable, notamment pour peu qu'il soit « Rrom » ou venu de ces pays dont on préfère cacher la misère que la voir s'installer chez nous, acculant hommes et familles à l'errance, non par plaisir de villégiature mais par nécessité de survie.

Pour la Ligue des Droits de l'Homme, l'indécence est aussi ailleurs. Dans les dérives d'une logique économique et financière qui laisse de plus en plus d'individus et de pays dans les rebus et tourmentes d'une civilisation qui se dé-civilise à force de sacrifier au bénéfice de quelques nantis le respect des droits fondamentaux du plus grand nombre : logement, santé, emploi, éducation ...

Sécurité et politique migratoire sont ainsi devenues les terrains d'affirmation d'une autorité nationale impuissante sinon complice face au chantage des grands lobbies affairistes. Elles détournent, (mais pour combien de temps encore ?), le citoyen des vrais problèmes et enjeux qui se posent à l'échelle du pays et du continent européen. Au prix de risques bien plus considérables que le leurre d'un chiffre-symbole offert en pâture, celui d'une politique « *discrimigratoire* ».

Nul doute que cette question sera l'un des thèmes clés de la prochaine campagne présidentielle de 2012. Il est fort à craindre que le débat, tel qu'il est déjà engagé, prenne des tournures caricaturales et nauséabondes. Cette tentation xénophobe est à dénoncer. Loin d'apaiser et de rassembler la société française dans toute sa diversité, elle ne peut que la fragiliser et aggraver les craintes, à un moment où il serait nécessaire de restaurer un minimum de confiance.

Refusant de cautionner le discours de la discrimination, de la division et du repli, les militants de la Ligue des Droits de l'Homme ont choisi de se battre pour le respect des droits les plus fondamentaux, pour une société plus équitable et plus solidaire, permettant à chacun de mobiliser sa singularité, sa différence, au service d'une ambition et d'un projet collectifs.

Elle rejette avec indignation cette politique et la condamne fermement. Elle invite tous les Républicains, tous les citoyens épris de nos principes de Liberté, d'égalité, de fraternité, toutes les associations qui les défendent, à s'unir pour lui faire obstacle, tant sur le plan national que dans ses expressions concrètes et locales, au plus près de chez nous, en Gironde.

Patrick LECOQ, Président de la Fédération girondine de la LDH
Jean-Claude GUICHENEY, Président de la section LDH de Bordeaux